

ACTION D'ÉTÉ:

ACCUEILLIR, SOUTENIR

ET AGIR ENSEMBLE

DU 27 AU 31 AOÛT

Nous organisons une semaine d'action et de rencontres avec des femmes réfugiées vivant dans des foyers dans le Land de Brandebourg – dans le cadre de notre projet de solidarité.



Notre projet de maison à Brandebourg

Pourquoi cette action ?

Les femmes réfugiées sont confrontées à de multiples formes d'exclusion : sexisme, racisme, isolement, conditions de vie précaires – et à une discrimination particulièrement forte dans l'accès au logement. Cette semaine vise à leur offrir un espace – pour respirer, s'exprimer, créer des liens et reprendre des forces ensemble.

Une semaine de partage, de créativité et de solidarité

Pendant cinq jours, nous proposons des ateliers pratiques et créatifs, des séminaires et des temps de convivialité dans notre maison-projet – un lieu que nous construisons avec et pour les femmes réfugiées.

Le programme comprend :

- Ateliers : couture, cuisine, échanges de savoirs et de compétences
- Espaces de parole sécurisés : pour partager expériences, besoins et rêves

- Séminaires et discussions : sur les droits, le logement et des stratégies collectives pour plus d'autonomie
- Temps collectifs : repas partagés, jardinage, soirées détendues

Un lieu de force, de guérison et de nouvelles possibilités

Notre maison-projet est bien plus qu'un simple toit. C'est un lieu de vie, de travail et de soin – co-construit avec les femmes que nous soutenons. Elle propose :

- un hébergement temporaire, digne et respectueux,
- la possibilité de jardiner et de se reconnecter à la nature,
- des espaces de travail pour développer compétences et projets,
- des lieux d'apprentissage et de partage de connaissances à travers des séminaires ancrés dans la réalité.

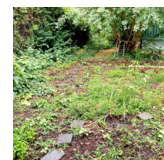
AUSSI DANS CETTE ÉDITION :



Lettre ouverte d'un groupe de réfugiés
page 10



Le racisme à chaque coin de rue
page 11



Le potager de Women in Exile
page 12

Nous avons besoin de votre soutien !

Pour que notre maison continue à vivre et que cette semaine d'été soit une réussite, nous avons besoin d'un soutien financier.

Nous collectons des dons pour :

- l'équipement de la maison (mobiliier, outils de jardinage, matériel pour les ateliers),
- le transport et la nourriture des participantes,
- les honoraires des intervenantes – en particulier des femmes réfugiées elles-mêmes.

Chaque contribution compte.

Chaque euro apporte dignité, autonomie et nouvelles perspectives à des femmes trop souvent marginalisées.

Être solidaire, c'est agir contre les discriminations. Être solidaire, c'est donner visibilité, espace et voix à celles qu'on cherche à faire taire.

Scannez ce code QR
pour faire un don ou visitez
www.women-in-exile.net/spenden



Lettre ouverte d'un groupe de réfugiés à Eisenhüttenstadt

Chers citoyens et citoyennes,

Nous suivons l'actualité ici. On parle beaucoup de nous. Nous aimerions maintenant vous parler nous-mêmes.

Nous avons fui la guerre ou des violences extrêmes. Nous sommes arrivés en Allemagne pour trouver la sécurité et nous intégrer dans cette société. La plupart d'entre nous vivent dans le centre dit « Dublin Polen Zentrum » et vont être expulsés vers la Pologne. Nous voulons vous expliquer pourquoi la Pologne n'est pas un pays sûr pour nous. La Pologne ne veut pas de nous.

Le Premier ministre polonais Tusk et d'autres ont déclaré qu'ils ne voulaient pas les réfugiés expulsés d'Allemagne. Ceux d'entre nous qui ont transité pendant un certain temps en Pologne ont dû, là-bas, vivre dans de vraies prisons pour demandeurs d'asile, entourées de quatre ou cinq clôtures (dont des clôtures électriques et barbelées). Nous n'avions qu'un temps limité pour quitter nos cellules afin de prendre l'air (et uniquement sous la surveillance d'un gardien). Dans ces prisons, l'une d'entre nous a accouché. Il y avait également d'autres femmes enceintes et des mineurs sans parents. Nous n'avons eu aucun procès pour être là-bas. Tout cela a conduit à des risques de suicide. Certains d'entre nous ont survécu à des tentatives de suicide et à la dépression.

Si nous sommes expulsés vers la Pologne, le risque pour nous de retourner dans ces prisons est très élevé, a déclaré la police des frontières polonaise.

Nous avons subi plus de préjudices en Pologne : la plupart d'entre nous ont dû traverser la frontière entre la Biélorussie et la Pologne. Dans la forêt frontalière, nous avons été victimes de violences extrêmes. Des amis sont morts dans la forêt à cause des refoulements qui ont entraîné la malnutrition et la déshydratation. Nous avons été frappés, nos téléphones ont été détruits, des chiens nous ont mordu et,



Eisenhüttenstadt

en raison des refoulements, nous n'avons pas pu demander l'asile.

Certains d'entre nous ont déjà été expulsés vers la Pologne. Là-bas, la police des frontières polonaise leur a dit : « Allez à Varsovie par vos propres moyens pour demander l'asile ! ». Mais comment parcourir jusqu'à 600 km depuis la frontière polono-allemande pour atteindre Varsovie, sans argent ni titre de transport ? L'une d'entre nous raconte : « Un policier polonais m'a déposé à 300 mètres d'un arrêt d'autoroute. Je devais demander à un chauffeur de camion qui se rendait à Varsovie. Les policiers m'ont donné une carte et sont partis. »

Vivant dans le « Dublin Polen Zentrum », nous sommes confrontés à des problèmes tels que : sur notre carte d'identité en plastique, il y a un « D » qui signifie « Dublin ». Tout le monde dans notre camp sait que nous sommes les futurs expulsés vers la Pologne. En conséquence, nous sommes traités différemment des autres dans le camp. Nous nous sentons séparés dans le camp de Dublin. C'est honteux pour nous. Nous sommes obligés de vivre dans une zone spéciale, où nous avons encore moins d'intimité : tous les jours, les travailleurs sociaux ou les agents de sécurité inspectent nos chambres et parfois même nos placards. Les portes ne peuvent pas être verrouillées et la plupart de nos placards non plus, ce qui fait que nos affaires disparaissent constamment.

Nous subissons également des pressions de la part de l'administration du camp pour que nous retournions en Pologne. Nous avons l'interdiction de quitter le camp entre 22 heures

et 6 heures du matin. Nous sommes donc comme assignés à résidence. Nous ne recevons aucune aide financière sous forme d'argent de poche. Certains d'entre nous vivent ici depuis trois mois sans recevoir d'argent. Nous ne pouvons pas payer d'avocats, de vêtements et d'autres choses nécessaires. Parmi nous, il y a des femmes avec des bébés qui ont absolument besoin d'aide. Le bureau des migrations ne nous autorise pas à quitter Eisenhüttenstadt. Nous souffrons et vivons dans la peur et l'angoisse constantes d'être expulsés, en raison des visites fréquentes et inopinées de la police.

Nous demandons au public de nous soutenir dans cette démarche :

- le droit de quitter la ville d'Eisenhüttenstadt
- une procédure d'asile équitable en Allemagne qui tienne compte du traitement inhumain que nous avons subi et que nous subissons en Pologne, en particulier la menace

d'être emprisonnés en Pologne

- l'abolition des centres Dublin en Allemagne. La Pologne n'est pas un pays sûr.
- un hébergement normal avec d'autres réfugiés. Notre ségrégation est synonyme de peur, de contrôle, de confrontation avec la police tous les jours et toutes les nuits.
- la suppression de la lettre « D » sur nos cartes d'identité en plastique.
- le rétablissement de l'argent de poche dont bénéficient tous les autres demandeurs d'asile.
- la liberté de circulation et l'autorisation de quitter le camp la nuit.

Nous demandons au public de se joindre à nous. Nous voulons que les choses changent.



Le racisme à chaque coin de rue

Patricia et sa famille, originaires du Burundi, vivent depuis plus de trois ans dans un logement social à Berlin-Lichtenberg et continuent de dénoncer le racisme dont ils sont victimes au quotidien. Leurs voisins jettent régulièrement et en cachette des ordures malodorantes devant leur porte, et lorsque la famille a besoin d'une ambulance, les ambulanciers refusent de monter à leur étage (le quatrième) et demandent aux membres de la famille de descendre eux-mêmes le patient.

Cette famille doit emprunter les escaliers malgré la douleur, car le personnel refuse de leur ouvrir l'ascenseur, tout en autorisant les autres résidents, qui ne sont pas noirs, à l'utiliser.

Ce cas n'est pas isolé. Les femmes réfugiées noires* et leurs familles sont victimes de manière disproportionnée de harcèlement racial et de négligence institutionnelle dans les logements sociaux à travers l'Allemagne. Ces expériences sont rarement reconnues par les autorités et souvent ignorées par les personnes au pouvoir, y compris les travailleurs sociaux qui sont censés les protéger.

La famille a également été victime d'une exclusion systématique de l'apprentissage de l'allemand. On leur dit toujours d'attendre une classe pour débutants, mais à chaque fois, ils sont placés dans des cours de langue avancés destinés à ceux qui maîtrisent déjà les bases. Cela fait perdre beaucoup de temps à la famille, ce qui crée des problèmes avec le Jobcenter, qui a commencé à leur donner des ultimatums concernant leurs progrès dans les cours de langue.

La langue est plus qu'une compétence, c'est un accès aux droits, aux services et à l'autonomie. En ne leur offrant pas un accès significatif à l'éducation linguistique, le système condamne les familles de réfugiés à l'échec et à une marginalisation encore plus grande.

Patricia et sa famille se sont beaucoup plaintes de leurs problèmes de santé, qui ont souvent été ignorés et leur

douleur minimisée. Elles souffrent beaucoup de tensions thoraciques et de douleurs atroces dans les côtes. Mais à chaque fois, les médecins allemands minimisent leur souffrance. La famille dit que c'est désormais comme une chanson qui tourne en boucle dans leur tête. Ils leur disent : « Nous ne voyons rien, nous ne trouvons rien, mais prenez des analgésiques et buvez beaucoup d'eau ».

« Comment tout peut-il aller bien alors que nous nous sentons ainsi tous les jours ? », nous confie la mère de Patricia.

Cette négligence médicale n'est pas seulement une question de diagnostic erroné, c'est aussi une question de racisme. Les femmes réfugiées*, en particulier les femmes noires, sont systématiquement mises en doute et mal prises en charge par le système de santé. Les symptômes de santé mentale et physique résultant de traumatismes, du stress et du racisme sont considérés comme exagérés ou comme un malentendu culturel.

L'injustice intersectionnelle dont est victime la famille de Patricia est structurelle. Ce n'est pas la faute de « mauvais voisins » ou d'un « personnel surchargé », mais d'un système conçu pour contrôler, surveiller et dévaloriser la vie des femmes réfugiées*.

Leur histoire est un appel à l'action. Elles ont fui ici pour trouver la sécurité et méritent dignité, joie et protection.

Le potager de Women in Exile

Notre petit jardin à Potsdam est devenu bien plus qu'un simple endroit où nous cultivons des herbes et des légumes. C'est aussi un lieu de rencontres où nous pouvons profiter du beau temps et échanger nos expériences et nos histoires. C'est également un lieu de réseautage et d'échange avec la communauté voisine du jardin Inwale à Potsdam.



Cette année, quatre femmes réfugiées se sont portées volontaires pour aider à entretenir le jardin et à planter différentes herbes aromatiques, salades et légumes. Elles vivent dans différents camps du Brandebourg et viennent régulièrement à Potsdam pour arroser le jardin.

Pour certaines d'entre elles, cela implique un trajet de près de deux heures aller-retour. Elles sont très dévouées, c'est pourquoi nous les avons interviewées pour savoir pourquoi elles se sont portées volontaires et ce qui les motive. Voici leurs réponses :

V : Je me suis portée volontaire pour travailler dans le jardin parce que j'aime le jardinage. Au Cameroun, je travaillais dans le potager et j'aimais beaucoup ça. Cela fait trois ans que je n'ai pas jardiné et j'étais heureuse d'avoir cette opportunité.

Je veux apprendre du jardin WiE comment jardiner ici en Allemagne. Si j'ai un jour ma propre maison avec un petit jardin, j'aimerais planter différentes choses. Dans mon pays, nous n'arrosions pas le jardin, nous attendons la saison des pluies, puis nous plantons beaucoup de choses, par exemple des arachides, des haricots, des melons, des patates douces, du manioc, etc. Parfois, nous ajoutons du fumier, mais les plantes poussent aussi sans.

A : Je n'ai pas beaucoup d'expérience en jardinage car au Kenya, je n'ai pas eu l'occasion de m'y donner, mais j'aime les activités en plein air. Le trajet entre Biesenthal et Potsdam est aussi un moyen de sortir de l'isolement et de ne pas rester au foyer jour après jour. Je suis maintenant très heureuse de voir comment les plantes poussent, depuis la plantation jusqu'à la culture et l'arrosage. Dans les deux prochaines semaines, nous mangerons les salades. Les herbes, les tomates et les patates douces montrent également de bons signes de croissance.

C : L'été dernier, j'ai participé à l'un des ateliers WiE ici à Potsdam, qui était suivi d'un barbecue. Nous avons appris que les patates douces et la salade fraîche provenaient de ce jardin. C'est pourquoi j'ai eu envie de m'impliquer, afin de pouvoir partager avec d'autres les produits que j'aide à cultiver. Cela me procure également beaucoup de joie de participer bénévolement à un tel projet.

L : Je fais du bénévolat pour le jardin parce que je crois en une bonne santé et que les légumes qui ne sont pas trop traités et transformés contiennent plus de vitamines et sont plus sains. De plus, j'adore jardiner, c'est quelque chose que je faisais chez moi en Afrique du Sud et que je referais ici si j'avais mon propre jardin.



RESTE EN CONTACT

Site Internet : women-in-exile.net
Facebook : « Women in Exile & Friends »
Twitter : https://twitter.com/women_in_exile
Tél : 0331-24348233
E-Mail : info@women-in-exile.net

COMPTE DE DONATION

Women in Exile e.V.
IBAN : DE21430609671152135400
BIC : GENODEM1GLS (GLS Bank)

Nous remercions les fondations et organisations suivantes pour leur soutien continu à notre travail :

